



La honte en direct sur franceinfo :

Quand la direction de l'information envoie l'antenne dans le mur

Mercredi 10 décembre, jour de l'audition de Delphine Ernotte par la commission d'enquête parlementaire sur l'audiovisuel public, **l'invitée de l'émission Tout est politique sur franceinfo: est Sarah Knafo**, membre fondatrice du parti Reconquête aux côtés d'Éric Zemmour.

Pour l'occasion, la direction de l'information a fait les choses en grand. **Nathalie Saint-Cricq**, directrice de la rédaction nationale, est **chargée de mener l'entretien en plateau**. Côté régie, c'est **Muriel Pleynet**, directrice adjointe de l'information et directrice de franceinfo, qui le **supervise et parle dans les oreillettes**. Et ce brillant attelage va produire un véritable naufrage à l'antenne.

Des relations nauséabondes passées sous silence

Le premier écueil majeur concerne la présentation de l'invitée. Membre fondatrice et élue du parti d'extrême droite *Reconquête* au Parlement européen, Sarah Knafo reste, malgré un plan média d'envergure mis en œuvre depuis la rentrée, relativement mal connue du grand public pour le moment. Ce 10 décembre, elle est sobrement présentée comme vice-présidente du groupe *Europe des nations souveraines* au Parlement européen.

Ce groupe qu'elle codirige, et dont rien n'est dit à l'antenne, est pourtant créé à l'été 2024 avec des gens très particuliers : **près de la moitié de ses membres est issue du parti allemand AFD**. Or seulement quelques mois auparavant, ce parti a été éclaboussé par un énorme scandale en raison de la participation de plusieurs de ses élus à une réunion, **en présence notamment de néonazis**, consacrée à un **plan de déportation massive** de deux millions de personnes hors d'Allemagne (dite « remigration », terme également cher au parti Reconquête). Sur son alliance avec un tel parti, aucune question ne lui sera posée à l'antenne du service public et le téléspectateur non-averti n'en saura rien.

Une rigueur contextuelle et factuelle aux abonnées absentes

Cet « oubli » ne sera malheureusement pas le seul pendant un entretien où, malgré quelques tensions, le sourire et la cordialité dominent (un tutoiement échappera à N. St-Cricq en s'adressant à l'invitée). Sarah Knafo parviendra même à faire taire de bien dociles interlocutrices à plusieurs reprises sans devoir insister, y compris d'un simple geste de la main. De la part de journalistes « aguerries », une telle attitude interroge.

Faute de temps et d'espace, nous passerons sur le choix étonnant d'ouvrir l'entretien par un exercice de *factchecking* qui donne raison à Jordan Bardella sur une polémique datée de plusieurs jours, et qui n'avait pas franchement occupé le devant de l'actualité. En revanche, il est impossible de ne pas relever **l'incapacité répétée de l'attelage issu de la direction de l'information** d'apporter aux téléspectateurs les **éléments factuels**

susceptibles d'éclairer les propos de son invitée, lui permettant ainsi de faire passer en douceur un discours violent sur le fond et mensonger sur la forme.

En effet, aucun commentaire consistant n'est fait à **Sarah Knafo** quand (liste non exhaustive) :

- Elle affirme que **ses positions migratoires sont celles du RPR**, alors qu'en réalité elle se réfère aux **outrances opportunistes** de certains de ses dirigeants quand ils essayaient, à l'approche d'élections, de conserver ou de récupérer un électorat déjà tenté par l'extrême droite,
- Elle assène que le **programme économique du RN est « socialiste »**, pourtant plusieurs examens minutieux réalisés par des chercheurs montrent qu'il n'a de social que l'apparence
- Elle appelle de ses vœux un **plan de 80 milliards d'euros d'économies** (!!!), et rien n'est dit sur la violence sociale sans précédent qui en serait la conséquence ; ne seront pas plus évoqués les avis de très nombreux économistes qui affirment qu'un tel plan, qui permettrait au passage aux riches de continuer d'échapper à leur juste contribution à l'impôt, aurait **des conséquences économiques dramatiquement contraires aux effets recherchés**
- Elle affirme, pour masquer le **revirement de Trump sur l'Ukraine**, que le choix américain de se détourner de l'Europe date d'Obama ; mais personne en plateau ne pense à lui rappeler que, malgré cette orientation stratégique, **l'administration Biden avait fait le choix de soutenir Kiev**
- Elle souhaite défendre une « **France éternelle... intemporelle** », et aucune précision ne lui sera demandée à ce sujet, alors que des historiens, des politologues, des sociologues, des linguistes, ont largement montré quel type d'imaginaire sous-tend ce genre de conception et la **nature délétère des projets politiques qui en découlent**.

Une ode à la privatisation sans contradiction sérieuse

Même sur l'Audiovisuel public, Sarah Knafo peut dérouler ses approximations mensongères sans être inquiétée par la moindre contradiction factuelle pertinente. En effet, peu gênée par les considérations, très mal senties, sur le manque à gagner publicitaire pour les chaînes privées si la privatisation qu'elle défend avait lieu, elle peut affirmer tranquillement que « *la logique de financement de l'Audiovisuel public c'est d'engloutir les impôts des gens, donc (...) toujours déficitaire* ».

Il ne lui sera même pas rétorqué qu'utiliser les recettes fiscales pour remplir des missions d'intérêt public constitue la définition même du service public. Ni que le budget de FTV n'a que très rarement été déficitaire, y compris ces dernières années, et ce malgré des baisses inopinées à répétition de plusieurs dizaines de millions d'euros qu'ont dû supporter les salariés. Quant à l'affirmation que le financement reposera sur « *130 euros d'abonnement forcé* », nos chères têtes pensantes ne sont même pas capables de préciser que la redevance a disparu depuis 3 ans. Une performance qui laisse sans voix.

Pire, sur les fondements même de **l'existence de l'Audiovisuel Public**, que l'invitée qualifie de « divertissement », l'attelage issu de la direction de l'info est incapable de lui rappeler le sens du triptyque « *Informer, éduquer, divertir* ».

Cette ligne historique, qui inspire l'ensemble du préambule de notre cahier des charges et des missions, est pourtant **issue du programme du Conseil national de la Résistance** qui, au cœur de la plus grande catastrophe humaine du XXe siècle, a constaté l'importance centrale de ces missions pour la cohésion sociale. Mais de cela non plus les téléspectateurs ne sauront rien.

S'il y aurait encore énormément à dire sur cet entretien calamiteux, il est déjà évident que la « fine fleur » de la **direction de l'info a sérieusement porté préjudice au service public audiovisuel**, à ses salariés et aux téléspectateurs-citoyens qui souhaitent s'informer.

Devant cette réalité, la CGT de FTV demande à la direction de l'information de cesser de toute urgence de faire honte aux salarié.es en dégradant l'image de nos chaines ! Elle ne peut plus envoyer en plateau comme en régie des (ir-)responsables aussi manifestement incomptétents !

Paris, le 19 décembre 2025